

BRÈVES ÉCONOMIQUES DU BRÉSIL

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE BRASILIA

Semaines du 29 avril au 5 mai 2022

Résumé:

- Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.
- La Banque centrale relève le taux directeur de 100 pdb, le rehaussant à 12,75%.
- Le taux de chômage de mars (11,1%) surprend positivement et est désormais nettement inférieur à son niveau pré-covid.
- La part des foyers brésiliens endettés atteint un niveau record en avril, à 77,7%.
- Evolution des marchés du 29 avril au 5 mai 2022.
- Graphique de la semaine : le recours à l'endettement est en nette progression ces dernières années.

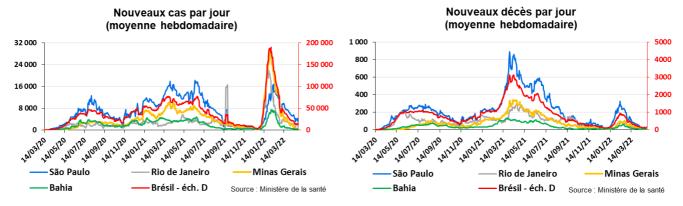
LE CHIFFRE À RETENIR

400 BRL/MOIS

C'est le montant désormais permanent du minimum de l'Auxílio Brasil, voté cette semaine par le Congrès.

Cette allocation sociale était déjà temporairement à ce niveau en 2022 mais devait retomber à sa valeur moyenne de 224 BRL (43 EUR) en janvier 2023.

Situation sanitaire : évolution des cas et des décès.



Selon le ministère de la Santé, en moyenne sur la dernière semaine ont été enregistrés 15 005 nouveaux cas de Covid-19 et 124 décès par jour (contre 13 835 et 98 la semaine précédente). Au 4 mai, le Brésil compte au total 30,5 M cas de contaminations et 663 759 décès depuis le début de la pandémie.

La Banque centrale relève le taux directeur de 100 pdb, le rehaussant à 12,75%.

Le Comité de Politique monétaire (Copom) de la Banque Centrale du Brésil (BCB) a décidé à l'unanimité d'augmenter de 100 points de base (pdb) le taux directeur, qui cible le taux d'intérêt monétaire Selic. Il est ainsi passé de 11,75% à 12,75%, soit un niveau inédit depuis février 2017 où il atteignait 13%. Cette décision, attendue par les opérateurs de marché, est selon les membres du Copom compatible avec l'objectif de la BCB de faire revenir l'inflation dans ses cibles à horizon pertinent – à savoir l'année 2023.

Le Copom fonde cette décision sur son scénario central (ie. le plus probable) et sur sa perception de la balance des risques (ie. l'incertitude sur l'évolution future de certaines variables, à la hausse ou à la baisse, découlant de ce scénario).

- Concernant le scénario central, le contexte externe s'est de nouveau détérioré: le choc d'offre provoqué par la guerre en Ukraine et par la nouvelle vague de Covid en Chine exacerbe les pressions inflationnistes. Le degré du resserrement monétaire à venir dans les pays avancés est aussi un facteur d'augmentation de l'incertitude, particulièrement sur les pays émergents. Sur le plan domestique, les derniers indicateurs d'activité sont positifs mais l'inflation continue de surprendre négativement.
- Concernant la balance des risques, contrairement à la précédente réunion mi-mars où les facteurs susceptibles d'accélérer l'inflation dominaient, il existe à la fois des risques à la hausse et à la baisse. Le Copom souligne que l'incertitude est plus élevée qu'habituellement. Comme facteurs haussiers, la BCB évoque une nouvelle dégradation du contexte externe et le renouvellement de politiques budgétaires soutenant la demande et détériorant la trajectoire budgétaire future. Par ailleurs, en dépit des résultats positifs des comptes publics, la BCB juge

que l'incertitude liée au cadre budgétaire continue d'affecter les prévisions d'inflation, car elle se répercute sur les primes de risque et entretient le risque de désancrage des anticipations d'inflation¹. Du côté des facteurs baissiers, la BCB évoque une possible décélération de l'activité économique plus forte qu'anticipée, et la possibilité d'un retournement, ne serait-ce que partiel, des prix des matières premières en monnaie locale.

La projection d'inflation de la BCB a été rehaussée de 7,1% à 7,3% pour 2022, dépassant encore plus la limite haute de sa cible annuelle pour cette année (3,5%, +/- 1,5 p.p). Sa projection d'inflation reste à 3,4% pour 2023 et donc proche de sa cible (3,25% +/- 1,5 p.p.).

Pour sa prochaine réunion (14-15 juin), le Copom juge probable une poursuite du resserrement monétaire avec un rythme d'ajustement du taux directeur toutefois inférieur (+50 pdb). Les opérateurs de marché prévoient donc une hausse à 13,25% lors de la prochaine décision du Copom. Pour la réunion suivante (2-3 août), ils demeurent divisés entre une stabilisation à 13,25% et une dernière hausse (+50 pdb) avant la fin 2022.

Le taux de chômage de mars surprend positivement (11,1%) et est désormais nettement inférieur à son niveau pré-covid.

D'après la dernière enquête *PNAD Contínua* de l'IBGE, le marché du travail continue sa reprise au trimestre mobile fini en mars 2022, comparé au trimestre précédent, fini en décembre 2021. Alors qu'était attendu un ralentissement de la récupération, le marché de l'emploi semble pour l'instant conserver sa dynamique.

Dans le détail, le taux de chômage² trimestriel est à 11,1% en mars 2022³, identique au taux de décembre 2021. Ce résultat, bien en-dessous des anticipations du marché (qui tablait sur 11,4%), est

¹ Voir les <u>brèves économiques et financières du 5 au 11 novembre</u>

² Le <u>taux de chômage</u> est mesuré comme le ratio entre le nombre de chômeurs et la population active (ou « force de travail », i.e. les

personnes ayant un emploi professionnel ou en cherchant un activement sur le marché du travail).

³Les chiffres de l'emploi publiés par l'IBGE (PNAD Contínua) et par le Ministère de l'économie (CAGED) ne sont pas corrigés des variations saisonnières (ncvs).

perçu comme positif étant donné que le début de l'année est traditionnellement marqué par une augmentation du chômage du fait d'une vague de licenciements de travailleurs temporaires. Par rapport au taux de chômage enregistré à la même période de l'année précédente (14,9%), cela représente une chute de 3,8 p.p. La baisse du nombre de chômeurs (de 12 M à 11,9 M, -0,5%) a été compensée par le recul de la population active (de 107,7 M à 107,2 M, -0,5%). La part des actifs sur l'ensemble de la population en âge de travailler (62,1%) reste plus faible qu'avant la pandémie (63,4%).

Une fois corrigée des variations saisonnières (cvs), les analyses des institutions financières privées estiment que le taux de chômage se situerait autour de 10,9%, en net recul par rapport à décembre 2021 (11,3%), et bien en-dessous son niveau pré-covid (11,7%).

Après une forte baisse jusqu'en fin 2021, notamment sous la pression de l'inflation, le revenu mensuel moyen en termes réels continue de légèrement remonter pour atteindre 2 548 BRL (490 EUR) en mars, en progression de +1,5% sur le trimestre. Par rapport à celui enregistré en mars 2021, cela représente une baisse de -8,7%.

Le taux d'emploi⁴ passe de 55,6% à 55,2% du fait de la baisse du nombre de personnes employées (de 95,7 M à 95,3 M) et de la hausse de la population en âge de travailler (de 172,3 M à 172,7 M).

On observe par ailleurs une diminution sur le trimestre de 1,5 M de personnes dans la main d'œuvre sous-utilisée, qui agrège à la fois les personnes au chômage, les personnes sous-employées (travaillant moins que ce qu'elles ne voudraient), les chômeurs découragés et les autres actifs dans la force de travail potentielle⁵. Ce

contingent de chercheurs d'emploi « potentiels » se situe à 26,8 M.

Le taux d'informalité⁶ descend à 40,1% de la population occupée au trimestre fini en décembre, contre 40,7% au trimestre précédent. Cela s'explique par une baisse du nombre de travailleurs informels (-1,9% pour reculer à 38,2 M) plus forte que celle de la population occupée (-0,5%).

La stabilité de l'emploi (en termes non-cvs) sur le trimestre s'explique par le fait que la baisse de l'emploi dans le secteur informel (-1,8% dans le secteur privé) est compensée par la progression du nombre de travailleurs sous contrat formel (+1,1% dans le secteur privé).

Les statistiques du *Novo Cadastro Geral de Empregados* e *Desempregados* (Novo Caged), publiées par le Ministère de l'Economie, montrent que le Brésil a enregistré plus de 136 000 créations nettes d'emplois formels en mars, avec des soldes positifs dans les services et l'industrie. Le solde net de création d'emplois formels depuis mars 2021 atteint +2,7 M.

Même si les chiffres des derniers mois sont meilleurs qu'attendu, il est toujours prévu que le rythme de création d'emploi ralentisse à court terme. Les effets de la réouverture de l'économie et de la récupération décalée du secteur des services s'essoufflent, sous l'effet notamment des processus de resserrement monétaire et de consolidation budgétaire. On pourrait ainsi assister à une stabilisation du marché du travail, voire à terme une hausse du taux de chômage sous l'effet de la convergence progressive de la population active vers les niveaux pré-pandémie.

⁴ Le <u>taux d'emploi</u> est le pourcentage de la population en âge de travailler (plus de 14 ans au Brésil) qui travaille (employés, entrepreneurs, autonomes).

⁵ La <u>force de travail potentielle</u> recoupe deux groupes de personnes qui ne sont pas comptabilisés dans les statistiques du chômage: 1/ les personnes qui recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles immédiatement pour travailler; 2/ les personnes qui sont disponibles pour travailler mais sont découragées pour des raisons liées au marché (échec antérieur à trouver un emploi,

manque d'expérience, perception pessimiste de la demande de travail, etc.).

⁶ Le <u>taux d'informalité</u> est le ratio entre les travailleurs informels et la population occupée. Au Brésil, l'emploi informel comprend les employés du secteur privé sans permis de travail signé (dit *carteira de trabalho*), les employés de maison sans permis de travail signé, les travailleurs familiaux auxiliaires, ainsi que les employeurs et travailleurs indépendants sans entreprise inscrite au registre national des personnes morales (CNPJ).



Le pourcentage de foyers qui ont déclaré avoir des dettes a atteint 77,7% en avril 2022, ce qui représente environ 12 millions de Brésiliens. C'est le plus haut niveau depuis janvier 2010 (cf. graphique de la semaine), mois du début de l'Enquête nationale sur l'endettement et les défauts de paiement des consommateurs menée par la Confédération nationale du commerce des biens, des services et du tourisme (CNC).

Ce chiffre regroupe les différents modes d'endettement : la carte de crédit classique, les cartes de crédit des magasins, les crédits automobile, les crédits personnels, les crédits immobiliers, etc.

La proportion de foyers endettés est en forte augmentation par rapport au même mois de l'année passée où ce taux était de 67,5% (+10,2 p.p.). Cela s'explique notamment par un plus grand recours aux cartes de crédit (+9,8% par rapport à la même période de l'année dernière) dans un contexte d'inflation élevée et de diminution du pouvoir d'achat. Le plus ample recours à l'endettement permet de maintenir son niveau de consommation malgré la forte dynamique de croissance des prix.

Cette tendance d'un plus ample recours à l'endettement s'observe à la fois chez les foyers les plus modestes et chez les plus aisés. 74,5%

des foyers ayant un revenu supérieur à 10 salaires minimums par mois se déclarent comme endettés (+11,4 p.p. sur un an.), alors que la part des ménages endettés a atteint 78,6% parmi ceux ayant un inférieur jusqu'à 10 salaires minimums par mois (+10 p.p.).

En ce qui concerne les arriérés de paiement, 28,6% des foyers déclarent avoir des échéances en retard. La dégradation de cet indicateur, déjà forte sur un an (+4,3 p.p.), est particulièrement significative sur le trimestre (+1,8 p.p), ce qui montre la dégradation de la situation en 2022. Cette proportion des foyers ayant des retards de paiement est naturellement bien plus élevée chez le groupe aux revenus les plus modestes (31,9% contre 13,5%).

La part des foyers qui ont déclaré être dans l'incapacité financière de payer leurs arriérés de paiement a également progressé, atteignant 10,9% (+0,5 p.p. sur un an). Selon l'enquête du CNC, 21,5% des foyers endettés font face à des remboursements mensuels qui représentent plus de 50% de leurs revenus.

La hausse des taux d'intérêts engendrée par le resserrement de la politique monétaire devrait renchérir le coût de cet endettement pour les consommateurs brésiliens, et rendre encore plus problématiques les situations financières des ménages surendettés.

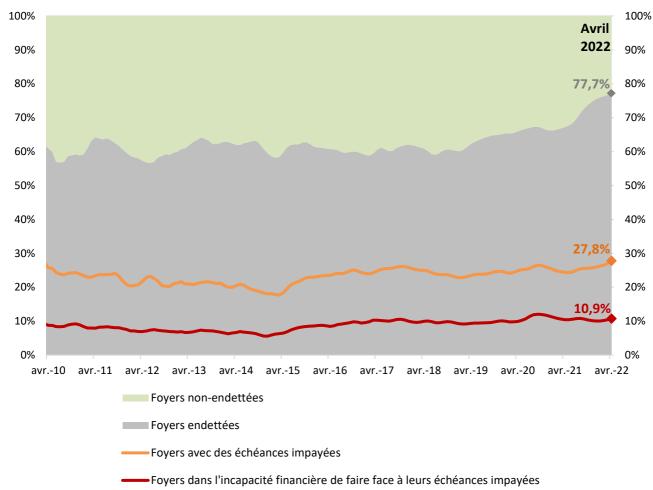
Evolution des marchés du 29 avril au 5 mai 2022.

| Indicateurs* | Variation sur la semaine | Variation cumulée sur l'année | Niveau |
|------------------------|--------------------------|----------------------------------|---------|
| Bourse (Ibovespa) | -4,2% | -0,3% | 104 581 |
| Risque-pays (EMBI+ Br) | +3pt | -26pt | 300 |
| Taux de change R\$/USD | +0,2% | -11,4% | 5,03 |
| Taux de change R\$/€ | +0,2% | -17,5% | 5,29 |

^{*} Données du jeudi à 12h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Graphique de la semaine : le recours à l'endettement est en nette progression ces dernières années.

Endettement des foyers 2010-2022 (% du total des foyers) (moyenne des 3 derniers mois)



Source : Enquête nationale sur l'endettement et les défauts de paiement des consommateurs menée par la Confédération nationale du commerce des biens, des services et du tourisme (CNC), SER Brasilia

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Rédacteurs :

Responsable de la publication : Sébastien Andrieux, chef du Service économique régional de Brasília Vincent Le Régent, Julio Ramos-Tallada

Pour s'abonner Crédit photo:

vincent.leregent@dgtresor.gouv.fr